



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CHRU Besançon

Besançon, le 19 juin 2023

Naufrage en Grèce : les morts sont en mer mais les assassins sont à la tête des États européens

600 morts. Des hommes, des femmes, des enfants, entassés dans un mauvais rafiot, piégés au fond d'une cale pour la plupart, ont été engloutis mercredi sous les yeux des garde-côtes grecs et de l'agence Frontex, responsable des frontières de l'Union européenne. Prévenus au moins 24 heures avant le naufrage, ils les ont laissé couler. Le bateau, disent les autorités grecques, « ne désirait pas être secouru ». Qui peut le croire ! Depuis des années, ces mêmes autorités, grecques ou européennes, rejettent directement à la mer les personnes qui demandent secours et asile.

Les meurtriers sont dans les gouvernements et servent les patrons

C'est avec le même cynisme que ces responsables se défaussent sur les passeurs qu'ils accusent de profiter de la misère humaine. Mais c'est en rendant les routes de plus en plus dangereuses, surveillées, impraticables et ultra-violentes, que les gouvernements européens font prospérer les mafias qui les contournent moyennant le racket de leurs victimes. Ils sont au moins complices, et même donneurs d'ordre. C'est ainsi que Giorgia Meloni, la cheffe du gouvernement italien d'extrême droite, a rendu récemment visite à un des seigneurs de la guerre en Libye, le maréchal Haftar, pour négocier le prix de la sous-traitance des camps de réfugiés, ces bidonvilles entourés de barbelés. Mais qui a intérêt à ce genre de négociations ?

Nous sommes tous des immigrés

Celles et ceux qui sont morts en tentant de passer en Europe, poussés par la guerre, la misère, les catastrophes écologiques et l'espoir d'un avenir meilleur n'étaient pas des étrangers. Qui d'entre nous ne connaît pas un aïeul, un collègue, un parent, un proche, qui a rompu tous ses liens avec son pays, sa ville ou son village, en quête d'un avenir meilleur, sous la menace de la guerre, de la faim, des persécutions ? C'était hier, ou c'était avant-hier. Nous sommes tous et toutes des immigrés ou des enfants d'immigrés. Accueillir toutes les personnes qui le demandent, ouvrir les frontières, c'est un droit humain et devrait aller de soi !

Oui, nous pourrions « accueillir toute la misère du monde » !

Nous n'aurions pas les moyens « d'accueillir toute la misère du monde » ? Mais le seul budget annuel de Frontex devrait atteindre 845 millions en 2023 ! Dans le même temps, les budgets militaires explosent et

atteignent plusieurs centaines de milliards dans toute l'Europe, autre conséquence meurtrière des frontières et de la concurrence acharnée entre grands capitalistes. Et il n'y aurait pas de quoi développer des infrastructures d'accueil décentes, des services qui seraient utiles à tous ? D'autant que cet argent-là n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des profits : en France, les seuls actionnaires des entreprises du CAC 40 ont encaissé 68 milliards de profits l'an dernier ! Et que dire de l'immensité du gâchis et de la misère que ce système répand ? Un système absurde qui, pour se maintenir, doit découper des frontières entre les peuples alors qu'ils produisent et consomment en commun des marchandises qui circulent déjà librement.

Car nous pourrions mettre fin à ce monde de misère !

Macron, Darmanin et tous les autres veulent nous faire voir dans tout réfugié une bouche à nourrir ? Mais ils disent la même chose de nos anciens pour nous faire travailler deux années de plus ! C'est la même logique. Pas de frontières entre les démagogues xénophobes qui gouvernent ou qui postulent à gouverner ce système. Jusqu'à la gauche institutionnelle, dont la plupart des dirigeants sont restés silencieux lors de l'opération de déportation menée à Mayotte le mois dernier.

Exiger la liberté de circulation n'est pas simplement lutter pour un droit humain, c'est un devoir politique : les frontières tuent en mer, elles nous paralysent et nous divisent ici même. Face au torrent de xénophobie qui est déversé par en haut, il est d'autant plus impératif de nous rendre audibles et offensifs. En en discutant autour de nous, et en rejoignant tous les rassemblements qui auront lieu dans les semaines à venir pour protester contre ces politiques criminelles.

Copie à revoir !

La direction vient de se prendre une baffe par le tribunal administratif, après une plainte de la CGT. Elle avait élaboré une charte sur le télétravail qui excluait les collègues à temps partiel. Le tribunal a jugé cette disposition discriminatoire. Ça fait toujours plaisir !

Un mauvais chanteur

Le ministre de la Santé ne connaît qu'une chanson : tout va très bien, madame la marquise ! Il a expliqué qu'il fallait : « *aborder avec fermeté mais aussi sérénité* » un nouvel été chaud dans les services d'urgence. Il ajoute que : « *nous avons un système de santé solide* » !

Sérénité ! Quand à Mantes-la-Jolie, une femme de 73 ans a passé récemment 17 heures aux urgences dans un couloir, d'abord sur une chaise puis sur un brancard ; quand à Langres, un patient, hospitalisé en urgence, passe la nuit dans le garage, entre un bidon d'huile et des chaussures de sécurité, un espace sans sanitaires. On pourrait multiplier les exemples.

Mais il est vrai que la méthode Coué a ses mérites... pour la sérénité d'un ministre !

Le compte n'y est pas

Le gouvernement vient de trancher sur les augmentations de salaire des fonctionnaires. 1,5 % au 1^{er} juillet et 5 points d'indice en janvier, soit 25 euros brut. Il accorde une prime variant de 300 à 800 euros. Pour les bas salaires, le gouvernement attribuera neuf points d'indice car, selon ses propres constatations, une partie des fonctionnaires seraient sinon en dessous du smic. Sans compter que selon le gouvernement lui-même, une partie de ces augmentations ne concerneront que 50 % des agents de l'État et 70 % des agents publics hospitaliers.

Avec une inflation de plus de 5 % cette année, et bien plus élevée sur les produits de première nécessité, cela revient à perdre plus de 4 % de revenu chaque année. Le compte n'y est pas. Et contrairement aux discours de la gauche, ce n'est pas le Parlement qui règlera nos problèmes. Depuis le début de l'année, les grèves pour les augmentations de salaire se multiplient. C'est plus que jamais la voie à suivre.

Soudan : 13 millions d'enfants en danger

Depuis le début du conflit il y a deux mois entre différentes factions armées, plus d'un million

d'enfants ont été déplacés au sein du pays. Selon l'Unicef, début juin, plus de 330 enfants auraient été tués et plus de 1 900 autres blessés. Près de 13 millions d'enfants ont désormais besoin d'une aide humanitaire pour couvrir leurs besoins en eau, santé, nutrition et protection. Derrière le conflit, se trouve le contrôle des eaux du Nil, et la mainmise sur les richesses minières et pétrolières du pays. Face à cela la vie des enfants ne pèse pas lourd, capitalisme oblige.

Retraites : les femmes touchent en moyenne près de 40 % de moins

Selon la très officielle Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, en 2021, le pays compte 17 millions de retraités. La retraite moyenne est de 1 366 euros net. Mais l'écart entre les hommes et les femmes est colossal. Il est de 38 %, les premiers touchant en moyenne 1 697 euros, les secondes ne percevant que 1 052 euros. Réversions incluses, la moyenne totale grimpe à 1 499 euros net, avec un écart qui reste énorme de 24 %, entre hommes (1 719 euros) et femmes (1 305 euros).

L'art de se faire du blé... avec du blé

L'ONG Foodwatch a produit un rapport sur les dessous de la spéculation alimentaire à l'échelle mondiale. On apprend ainsi qu'en juin 2022, près de 70 % des achats sur le marché international du blé l'ont été par des banques, des fonds d'investissement, ou des compagnies d'assurances à des fins purement spéculatives. Quant aux plus gros traders de céréales – les américains Cargill, Archer Daniel Midlands, Bunge et le français Louis-Dreyfus – ils ont réalisé l'an dernier des chiffres d'affaires record compris entre 27 et 150 milliards d'euros. La guerre en Ukraine a bon dos.

États-Unis : les femmes noires meurent deux fois plus en couches

L'athlète afro-américaine Tori Bowie, vice-championne olympique en 2016 puis championne du monde des 100 mètres et 4 × 100 mètres en 2017, est décédée en avril dernier à l'âge de 32 ans, lors de son accouchement. Une nouvelle qui a ravivé le débat de la prise en charge médicale des personnes noires aux États-Unis. Selon les chiffres publiés par le Centre national de statistiques sanitaires de 2021, il y a eu 69,9 décès pour 100 000 naissances chez les femmes enceintes noires, contre 32,9 chez les blanches, soit 2,6 fois plus.